

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/REG178/1
15 novembre 2004

(04-4844)

Comité des accords commerciaux régionaux

Original: anglais

ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE L'ALBANIE ET LA SERBIE-ET-MONTÉNÉGRO

La communication ci-après, datée du 8 octobre 2004, est distribuée à la demande de la délégation de l'Albanie.¹

ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LA SERBIE-ET-MONTÉNÉGRO ET LA RÉPUBLIQUE D'ALBANIE

PRÉAMBULE

Désireuses de développer et de renforcer leurs relations amicales, en particulier dans les domaines du commerce et de la coopération économique, afin de contribuer au développement de la coopération économique entre leurs deux pays et d'intensifier leurs échanges commerciaux mutuels,

La *Serbie-et-Monténégro* et la *République d'Albanie* (ci-après dénommées "les Parties contractantes"),

Réaffirmant leur attachement aux principes de l'économie de marché sur laquelle se fondent leurs relations,

Considérant leur désir commun de prendre une part active au processus d'intégration économique international,

Prêtes à collaborer pour trouver des moyens de renforcer ce processus,

Résolues à cette fin à éliminer progressivement les obstacles pour l'essentiel de leurs échanges commerciaux, conformément aux dispositions de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (ci-après le "GATT de 1994") et de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (ci-après l'"Accord sur l'OMC"),

Se déclarant prêtes à entreprendre des activités visant à promouvoir le développement harmonieux de leur commerce, ainsi qu'à accroître et à diversifier leur coopération dans des domaines d'intérêt commun, couverts ou non par le présent accord, créant ainsi un cadre et un environnement favorable, fondé sur l'égalité, la non-discrimination et l'équilibre des droits et des obligations,

¹ Les annexes de l'Accord ont été communiquées au Secrétariat où les Membres intéressés peuvent les consulter (bureau 1174).

Fermement convaincues que le présent accord favorisera l'intensification de relations commerciales mutuellement avantageuses entre elles et qu'il contribuera au processus d'intégration européenne,

Considérant qu'aucune disposition du présent accord ne saurait être interprétée comme exemptant les Parties contractantes des obligations qui leur incombent en vertu d'autres accords internationaux, notamment du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'OMC,

Sont convenues de ce qui suit:

Article premier

Objectifs

1. Les Parties contractantes établissent progressivement une zone de libre-échange au cours d'une période de transition se terminant le 1^{er} janvier 2007, à compter de l'entrée en vigueur du présent accord, conformément aux dispositions du présent accord, à la définition de l'article XXIV du GATT de 1994 et à l'Accord sur l'OMC.

2. Les objectifs du présent accord sont les suivants:

- intensifier la coopération économique entre les deux pays et améliorer le niveau de vie de leur population,
- éliminer progressivement les restrictions au commerce des marchandises,
- assurer des conditions équitables de concurrence pour les échanges entre les Parties contractantes,
- contribuer de la sorte, par l'élimination d'obstacles aux échanges, au développement harmonieux et à l'expansion du commerce mondial,
- promouvoir la coopération entre les Parties contractantes,
- créer des conditions favorables à l'investissement, notamment au développement du cofinancement dans les deux pays,
- promouvoir les échanges et la coopération entre les Parties contractantes sur les marchés de pays tiers.

CHAPITRE I

PRODUITS INDUSTRIELS

Article 2

Champ d'application

Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux produits industriels originaires de l'une des Parties contractantes. Aux fins du présent accord, l'expression "produits industriels" s'entend des produits qui relèvent des chapitres 25 à 97 du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises, à l'exception des produits énumérés à l'annexe I.

Article 3

Droits de base

1. Aux fins des échanges commerciaux visés par le présent accord, les tarifs douaniers qui sont en vigueur dans les Parties contractantes s'appliquent au classement des produits importés.
2. Le droit de base sur lequel les réductions successives prévues dans le présent accord doivent être opérées est, pour chaque produit, le taux de droit applicable par les Parties contractantes à la nation la plus favorisée à la date d'entrée en vigueur du présent accord.
3. Si, après cette date, des réductions de droits sont appliquées sur une base *erga omnes*, les droits ainsi réduits se substituent aux droits de base visés au paragraphe 2 du présent article à compter de la date d'application de ces réductions.
4. Les droits réduits, calculés conformément au paragraphe 2 du présent article, sont appliqués en arrondissant au nombre entier sans décimale, conformément aux règles arithmétiques. Les décimales de 0,1 à 0,4 sont éliminées tandis que les décimales de 0,5 à 0,9 sont arrondies au nombre entier suivant.
5. Les Parties contractantes se communiquent mutuellement leurs droits de base respectifs.

Article 4

Droits de douane à l'importation

1. Aucun nouveau droit de douane à l'importation n'est introduit et les droits déjà appliqués ne sont pas augmentés dans les échanges entre les Parties contractantes à compter de la date d'entrée en vigueur du présent accord.
2. Les droits de douane applicables en République d'Albanie à l'importation de produits originaires de Serbie-et-Monténégro sont supprimés à compter de l'entrée en vigueur du présent accord, à l'exception de ceux qui sont spécifiés à l'annexe II. Les droits de douane qui sont spécifiés à l'annexe II sont progressivement réduits et supprimés conformément au calendrier fourni dans cette annexe.
3. Les droits de douane applicables en Serbie-et-Monténégro à l'importation de produits originaires de République d'Albanie sont supprimés à compter de l'entrée en vigueur du présent accord, à l'exception de ceux qui sont spécifiés à l'annexe III. Les droits de douane qui sont spécifiés à l'annexe III sont progressivement réduits et supprimés conformément au calendrier fourni dans cette annexe.
4. Toute modification des engagements pris par les Parties contractantes envers l'Union européenne (ci-après dénommée l'"UE") à cet égard est indiquée au Comité mixte, tel qu'il est défini à l'article 33 du présent accord.

Article 5

Taxes d'effet équivalent à des droits de douane à l'importation

1. Aucune nouvelle taxe ayant un effet équivalent à un droit de douane à l'importation n'est introduite dans les échanges entre les parties contractantes à compter de la date d'entrée en vigueur du présent accord.

2. Toutes les taxes ayant un effet équivalent à des droits de douane à l'importation sont supprimées à la date d'entrée en vigueur du présent accord.

Article 6

Droits de douane à caractère fiscal

Les dispositions de l'article 4 du présent accord sont également applicables aux droits de douane à caractère fiscal.

Article 7

Droits de douane à l'exportation et taxes d'effet équivalent

1. Aucun nouveau droit de douane à l'exportation ni aucune nouvelle taxe d'effet équivalent n'est introduit dans les échanges entre les Parties contractantes à compter de la date d'entrée en vigueur du présent accord.
2. Tous les droits de douane à l'exportation et toutes les taxes d'effet équivalent sont supprimés à la date d'entrée en vigueur du présent accord.

Article 8

Restrictions quantitatives à l'exportation et à l'importation et mesures d'effet équivalent

1. Aucune nouvelle restriction quantitative à l'exportation ou à l'importation ni mesure d'effet équivalent n'est introduite et les mesures existantes ne sont pas rendues plus restrictives dans les échanges entre les Parties contractantes à compter de la date d'entrée en vigueur du présent accord.
2. Toutes les restrictions quantitatives à l'exportation et à l'importation et les mesures d'effet équivalent sont supprimées à la date d'entrée en vigueur du présent accord, à l'exception des mesures à l'importation énumérées à l'annexe IV.

Article 9

Obstacles techniques au commerce

1. Les droits et les obligations des Parties contractantes relatifs aux obstacles techniques au commerce, aux règlements (règlements techniques, normes et procédures d'évaluation de la conformité) et les mesures qui en découlent, sont régis par l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce.
2. Les Parties contractantes coopèrent et échangent des informations dans les domaines de la normalisation, de la métrologie, de l'évaluation de la conformité et de l'accréditation, en vue de supprimer les obstacles techniques au commerce.
3. Chaque Partie contractante, à la demande de l'autre Partie contractante, communique des informations sur des cas précis de normes, de règles techniques ou de mesures semblables.
4. Les Parties contractantes entreprennent, selon qu'il est nécessaire, des négociations en vue de la conclusion d'accords de reconnaissance mutuelle en matière d'évaluation de la conformité, dans l'esprit des recommandations de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce.

CHAPITRE II

PRODUITS AGRICOLES

Article 10

Champ d'application

Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux produits agricoles (ci-après dénommés les "produits agricoles") qui relèvent des chapitres 1 à 24 du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises, et aux produits énumérés à l'annexe I du présent accord, originaires des Parties contractantes.

Article 11

Restrictions quantitatives à l'exportation et mesures d'effet équivalent

1. Aucune nouvelle restriction quantitative à l'exportation ni mesure d'effet équivalent n'est introduite et les mesures existantes ne sont pas rendues plus restrictives dans les échanges entre les Parties contractantes à compter de la date d'entrée en vigueur du présent accord.
2. Toutes les restrictions quantitatives à l'exportation appliquées dans les échanges entre les Parties contractantes et les mesures d'effet équivalent sont supprimées à la date d'entrée en vigueur du présent accord.

Article 12

Échange de concessions

1. Les Parties contractantes se déclarent prêtes à encourager, autant que leurs politiques agricoles le permettent, le développement harmonieux du commerce des produits agricoles, et à discuter périodiquement cette question au sein du Comité mixte.
2. À cette fin, les Parties contractantes s'accordent l'une l'autre les concessions mentionnées dans le Protocole A, prévoyant des mesures qui facilitent le commerce des produits agricoles, conformément aux dispositions du présent chapitre et de ce protocole.
3. Compte tenu:
 - du rôle de l'agriculture dans leurs économies,
 - du développement du commerce des produits agricoles entre les Parties contractantes,
 - de la sensibilité particulière des produits agricoles,
 - des règles découlant de leurs politiques agricoles,
 - des conséquences des négociations commerciales multilatérales menées au titre du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'OMC,

les Parties contractantes examinent la possibilité de s'accorder l'une l'autre de nouvelles concessions.

Article 13

Concessions et politiques agricoles

1. Sans préjudice des concessions accordées au titre de l'article 12 du présent accord, les dispositions du présent chapitre n'empêchent aucunement les Parties contractantes de poursuivre leurs politiques agricoles respectives ni d'appliquer des mesures découlant de ces politiques, y compris la mise en œuvre des dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture.

2. Les Parties contractantes notifient au Comité mixte les modifications apportées à leurs politiques agricoles respectives ou aux mesures qu'elles appliquent, qui peuvent influencer sur les conditions de leurs échanges de produits agricoles, comme il est prévu dans le présent accord. À la demande de l'une ou l'autre des Parties contractantes, des consultations se tiennent dans les meilleurs délais afin d'examiner la situation.

Article 14

Mesures de sauvegarde spécifiques

Nonobstant les autres dispositions du présent accord, notamment celles de l'article 20, et compte tenu de la sensibilité particulière des produits agricoles, si les importations de produits originaires d'une Partie contractante, qui font l'objet de concessions au titre du présent accord, perturbent sérieusement les marchés de l'autre Partie contractante, la Partie contractante concernée engage immédiatement des consultations en vue de parvenir à une solution appropriée. En attendant qu'une solution soit trouvée, la Partie contractante peut prendre les mesures qu'elle juge nécessaires. Le type de mesure et sa durée ne devraient pas aller au-delà de ce qui est strictement nécessaire pour remédier à la situation.

Article 15

Mesures sanitaires et phytosanitaires

1. Les Parties contractantes appliquent leurs réglementations nationales dans les domaines vétérinaire, sanitaire et phytosanitaire d'une manière conforme à l'Accord de l'OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires.

2. Les Parties contractantes harmonisent entre elles, sur la base de la législation de l'Union européenne, les mesures concernant le contrôle vétérinaire et phytosanitaire.

3. Les Parties contractantes s'engagent à ne pas introduire de mesures discriminatoires ou autres qui conduisent à réduire indûment la circulation d'informations sur le niveau de protection sanitaire et phytosanitaire des animaux, des plantes et des produits.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 16

Imposition intérieure

1. Les Parties contractantes s'abstiennent d'appliquer sur le plan intérieur toute mesure ou pratique de nature fiscale établissant, directement ou indirectement, une discrimination entre les produits originaires des Parties contractantes.
2. Les producteurs et les exportateurs ne peuvent bénéficier d'une ristourne d'impositions intérieures supérieure au montant des impositions indirectes frappant les produits exportés vers le territoire de l'une des Parties contractantes.

Article 17

Unions douanières, zones de libre-échange et commerce frontalier

1. Le présent accord n'empêche pas le maintien ou l'établissement d'unions douanières, de zones de libre-échange ou d'arrangements relatifs au commerce frontalier, pour autant que ceux-ci n'aient aucun effet défavorable sur le régime de commerce des Parties contractantes, en particulier sur les dispositions concernant les règles d'origine prévues dans le présent accord.
2. À leur demande, les Parties contractantes s'informent l'une l'autre de tout accord établissant des unions douanières ou des zones de libre-échange.

Article 18

Ajustement structurel

1. Des mesures exceptionnelles d'une durée limitée dérogeant aux dispositions de l'article 4 du présent accord peuvent être prises par l'une ou l'autre des Parties contractantes sous forme d'un relèvement des droits de douane.
2. Ces mesures ne peuvent viser que des industries naissantes ou certains secteurs en cours de restructuration ou connaissant de graves difficultés, en particulier lorsque ces difficultés causent des problèmes sociaux importants.
3. Les droits de douane appliqués au titre de ces mesures dans la Partie contractante concernée aux importations originaires de l'autre Partie contractante ne peuvent pas dépasser 25 pour cent *ad valorem* et doivent conserver un élément de préférence pour les produits originaires de cette Partie contractante. La valeur totale des importations de produits qui sont assujetties à ces mesures ne peut pas dépasser 15 pour cent de la valeur totale des produits industriels importés originaires de l'autre Partie contractante – tels qu'ils sont définis à l'article 4 du présent accord – pendant la dernière année pour laquelle des statistiques sont disponibles.
4. La Partie contractante concernée informe le Comité mixte de toute mesure exceptionnelle qu'elle envisage de prendre et, à la demande de l'autre Partie contractante, des consultations ont lieu au sein du Comité mixte au sujet desdites mesures et des secteurs visés avant que ces mesures ne soient appliquées. Lorsqu'elle prend des mesures de cette nature, la Partie contractante concernée communique au Comité mixte un calendrier pour l'élimination des droits de douane introduits en

application du présent article. Ce calendrier prévoit l'élimination progressive de ces droits par tranches annuelles égales à partir, au plus tard, de la fin de la deuxième année après leur introduction. Le Comité mixte peut recommander un calendrier différent.

Article 19

Mesures antidumping et compensatoires

Aucune disposition du présent accord ne préjuge ou n'affecte d'aucune façon l'adoption de mesures antidumping ou compensatoires par l'une ou l'autre des Parties contractantes conformément à l'article VI du GATT de 1994, à l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 et à l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

Article 20

Mesures de sauvegarde générales

Lorsqu'un produit est importé dans l'une ou l'autre des Parties contractantes en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'il cause ou menace de causer:

- a) un dommage grave aux producteurs nationaux de produits similaires ou de produits directement concurrents établis sur le territoire de la Partie contractante importatrice, ou
- b) de graves perturbations dans un secteur connexe de l'économie ou des difficultés de nature à entraîner une sévère détérioration de la situation économique d'une région,

la Partie contractante concernée peut prendre des mesures appropriées suivant les conditions et la procédure établies à l'article 23 du présent accord.

Article 21

Réexportation et pénurie grave

1. Lorsque l'application des dispositions des articles 7 et 8 donne lieu:

- a) à la réexportation vers un pays tiers à l'encontre duquel la Partie contractante exportatrice maintient pour le produit en question des restrictions quantitatives à l'exportation, des droits de douane à l'exportation ou des mesures ou taxes d'effet équivalent; ou
- b) à une pénurie grave d'un produit essentiel pour la Partie contractante exportatrice, ou à la menace d'une telle pénurie;

et lorsque les situations précitées causent ou risquent de causer de graves difficultés à la Partie contractante exportatrice, cette dernière peut prendre des mesures appropriées suivant les conditions et la procédure établies à l'article 23 du présent accord.

2. Les mesures prises comme suite à la situation énoncée au paragraphe 1 du présent article doivent être appliquées de façon non discriminatoire et sont supprimées lorsque la situation ne justifie plus leur maintien.

Article 22

Monopoles d'État

1. Les Parties contractantes aménagent progressivement les monopoles d'État présentant un caractère commercial de manière à faire en sorte qu'il n'existe plus aucune discrimination entre les ressortissants des Parties contractantes pour ce qui est des conditions d'achat et de commercialisation des marchandises.
2. Le Comité mixte est informé des mesures prises en vue d'atteindre cet objectif.

Article 23

Procédure d'application des mesures de sauvegarde

1. Avant d'entamer la procédure d'application des mesures de sauvegarde énoncée dans les paragraphes suivants du présent article, les Parties contractantes s'efforcent de régler les différends qui les opposent par des consultations directes.
2. La Partie contractante qui soumet des importations de produits susceptibles de provoquer la situation évoquée à l'article 20 du présent accord à une procédure administrative ayant pour objet de fournir rapidement des informations sur la tendance des flux commerciaux en informe l'autre Partie contractante.
3. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 7 du présent article, une Partie contractante qui envisage de recourir à des mesures de sauvegarde en avise dans les moindres délais l'autre Partie contractante et communique tous renseignements utiles. Des consultations entre les Parties contractantes ont lieu sans délai au sein du Comité mixte en vue de trouver une solution mutuellement acceptable.
4. S'agissant:
 - des articles 19, 20 et 21 du présent accord, le Comité mixte examine la situation et peut prendre toute décision utile pour mettre fin aux difficultés notifiées par la Partie contractante concernée. À défaut d'une telle décision dans un délai de 30 jours à compter de la date où le Comité mixte a été saisi de l'affaire, la Partie contractante concernée peut adopter les mesures nécessaires pour remédier à la situation;
 - de l'article 34 du présent accord, la Partie contractante concernée peut prendre les mesures appropriées une fois les consultations terminées ou après que se soit écoulée une période de trois mois à compter de la date de la première notification à l'autre Partie contractante;
 - de l'article 27 du présent accord, la Partie contractante concernée prête au Comité mixte toute l'assistance nécessaire pour examiner l'affaire et, s'il y a lieu, éliminer la pratique incriminée. Si l'autre Partie contractante ne met pas fin à la pratique incriminée dans le délai fixé par le Comité mixte ou que celui-ci ne parvient pas à un accord dans un délai de 30 jours ouvrables à compter de la date où il a été saisi de l'affaire, la Partie contractante concernée peut adopter les mesures appropriées pour remédier aux difficultés résultant de la pratique en question.
5. Les mesures de sauvegarde qui sont prises sont immédiatement notifiées au Comité mixte. Elles se limitent, dans leur ampleur et leur durée, à ce qui est strictement nécessaire pour remédier à la

situation qui en a provoqué l'application et ne vont pas au-delà du dommage causé par la pratique ou la difficulté en question. Priorité est donnée aux mesures qui perturbent le moins le fonctionnement du présent accord.

6. Les mesures de sauvegarde font l'objet de consultations périodiques au sein du Comité mixte en vue de leur assouplissement ou de leur suppression, lorsque la situation ne justifie plus leur maintien.

7. Lorsque des circonstances exceptionnelles nécessitant une intervention immédiate excluent un examen préalable, la Partie contractante concernée peut, dans les situations visées aux articles 19, 20 et 21 du présent accord, appliquer immédiatement les mesures provisoires strictement nécessaires pour remédier à la situation. Ces mesures sont notifiées sans délai et des consultations entre les Parties contractantes ont lieu dès que possible au sein du Comité mixte.

Article 24

Exceptions générales

Le présent accord n'empêche pas les prohibitions ou les restrictions à l'importation, à l'exportation ou au transit de marchandises qui se justifient par des raisons liées à la moralité, à l'ordre ou à la sécurité publics, à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux, à la protection de l'environnement, à la protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique, à la protection de la propriété intellectuelle, à la mise en œuvre des règles concernant le commerce de l'or ou de l'argent ou à la conservation des ressources naturelles épuisables, si de telles mesures sont appliquées conjointement avec des restrictions à la consommation ou à la production nationales. Toutefois, ces prohibitions ou restrictions ne doivent pas constituer un moyen de discrimination arbitraire, ni une restriction déguisée au commerce entre les Parties contractantes.

Article 25

Règles d'origine et coopération en matière d'administration douanière

1. Le Protocole B du présent accord (ci-après dénommé le "Protocole B") définit les règles d'origine et les méthodes de coopération administrative en la matière.

2. Les Parties contractantes adoptent les mesures appropriées, y compris des examens réguliers du Comité mixte et des arrangements de coopération administrative, afin de garantir l'application efficace et harmonieuse des dispositions du présent accord, de réduire autant que possible les formalités auxquelles sont soumis les échanges et de trouver des solutions mutuellement satisfaisantes à toutes les difficultés que soulève l'application de ces dispositions.

Article 26

Paievements

Les Parties contractantes, conformément à leur législation respective, acceptent tous les paiements en monnaies librement convertibles sur le compte des opérations courantes de la balance des paiements, dans la mesure où les transactions liées au paiement affectent le commerce, à moins que les Parties contractantes n'en conviennent autrement.

Article 27

Règles de concurrence entre entreprises

1. Sont incompatibles avec le bon fonctionnement du présent accord, dans la mesure où ils sont susceptibles d'influer sur les échanges entre les Parties contractantes:
 - a) tous les accords entre entreprises, toutes les décisions d'associations d'entreprises et toutes les pratiques concertées entre entreprises qui ont pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence;
 - b) l'exploitation abusive, par une ou plusieurs entreprises, d'une position dominante sur l'ensemble ou une partie substantielle des territoires des Parties contractantes;
2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article s'appliquent aux activités de toutes les entreprises, y compris les entreprises publiques auxquelles les Parties contractantes accordent des privilèges spéciaux ou exclusifs. Les entreprises chargées de la prestation de services d'intérêt économique général et les monopoles générateurs de recettes fiscales sont soumis aux dispositions du paragraphe 1 du présent article pour autant que l'application de ces dispositions ne fasse pas obstacle, *de jure* ou *de facto*, à l'accomplissement de leurs tâches à caractère public.
3. S'agissant des produits visés au chapitre II du présent accord, les dispositions de l'alinéa 1 a) du présent article ne s'appliquent pas aux accords, décisions et pratiques qui font partie intégrante de l'organisation d'un marché national.
4. Si une Partie contractante estime qu'une pratique donnée est incompatible avec les paragraphes 1, 2 et 3 du présent article et si cette pratique cause ou menace de causer un préjudice grave aux intérêts de cette Partie contractante ou un dommage important à sa branche de production nationale, la Partie contractante concernée peut prendre des mesures appropriées suivant les conditions et la procédure établies à l'article 27 du présent accord.

Article 28

Aides publiques

1. Toute aide accordée par une Partie contractante ou prélevée sur les ressources de l'État sous quelque forme que ce soit qui fausse ou menace de fausser le jeu de la concurrence en favorisant certaines entreprises ou la production de certaines marchandises est incompatible avec le bon fonctionnement du présent accord dans la mesure où elle est susceptible d'affecter les échanges entre les Parties contractantes.
2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne s'appliquent pas aux produits visés au chapitre II du présent accord.
3. Les Parties contractantes garantissent la transparence dans le domaine des aides publiques, entre autres choses en communiquant chaque année au Comité mixte le montant total et la répartition des aides accordées et en fournissant à l'autre Partie contractante, si celle-ci en fait la demande, des informations sur les programmes d'aide ou sur des cas particuliers d'aide publique.
4. Si une Partie contractante estime qu'une pratique donnée:
 - est incompatible avec les dispositions du paragraphe 1 du présent article, ou

- cause ou menace de causer un préjudice grave aux intérêts de cette Partie contractante ou un dommage important à une branche de production nationale de celle-ci,

elle peut prendre des mesures appropriées suivant les conditions et les dispositions prévues à l'article 23 du présent accord.

Ces mesures appropriées ne peuvent être prises qu'en conformité avec la procédure et les conditions établies par l'Accord sur l'OMC, en particulier le GATT de 1994, et par les autres instruments pertinents négociés dans le cadre de ces accords qui sont d'application entre les Parties contractantes.

Article 29

Difficultés de balance des paiements

Lorsque l'une des Parties contractantes éprouve ou est menacée dans l'immédiat d'éprouver de graves difficultés de balance des paiements, elle peut, dans les conditions établies par le GATT de 1994 et l'article VIII des Statuts du Fonds monétaire international, adopter des mesures restrictives, y compris des mesures relatives aux importations, qui doivent avoir une durée limitée et ne peuvent aller au-delà de ce qui est nécessaire pour remédier à la situation de la balance des paiements. Ces mesures sont progressivement assouplies au fur et à mesure que la situation de la balance des paiements s'améliore et éliminées lorsque la situation ne justifie plus leur maintien. La Partie contractante concernée informe sans délai l'autre Partie contractante de l'introduction de mesures de cette nature et communique, chaque fois que cela est possible, un calendrier pour leur suppression.

Article 30

Protection de la propriété intellectuelle

1. Les Parties contractantes accordent et assurent une protection adéquate, efficace et non discriminatoire des droits de propriété intellectuelle, y compris par des mesures efficaces visant à protéger ces droits contre toute atteinte, et en particulier la contrefaçon et le piratage. Les Parties contractantes conviennent de respecter les normes fondamentales des accords multilatéraux énumérés à l'annexe V.

2. Aux fins du présent accord, l'expression "propriété intellectuelle" comprend, en particulier, le droit d'auteur, y compris sur les programmes d'ordinateur, les droits voisins, les brevets, les marques de fabrique ou de commerce, les dessins et modèles industriels, les indications géographiques, les topographies de circuits intégrés et les renseignements non divulgués ainsi que la concurrence déloyale.

3. Conformément aux obligations qui lui incombent en vertu de la législation et des accords internationaux en matière de droit de la propriété intellectuelle, une Partie contractante n'accorde pas aux ressortissants de l'autre Partie contractante un traitement moins favorable que celui qu'elle accorde aux ressortissants d'un État tiers.

4. Les Parties contractantes coopèrent en matière de propriété intellectuelle. Elles organisent, à la demande de l'une ou l'autre des Parties contractantes, des consultations d'experts sur ces questions, notamment sur les activités liées aux conventions internationales actuelles ou à venir concernant l'harmonisation, l'administration et le respect des droits de propriété intellectuelle, sur les activités d'organisations internationales comme l'OMC et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle ainsi que sur les relations des Parties contractantes avec des pays tiers en matière de propriété intellectuelle.

5. La mise en œuvre du présent article est régulièrement évaluée par les Parties contractantes. Si des difficultés surviennent dans les échanges liés aux droits de propriété intellectuelle, l'une ou l'autre des Parties contractantes peut demander la tenue de consultations urgentes pour trouver une solution mutuellement satisfaisante.

Article 31

Marchés publics

1. Les Parties contractantes considèrent la libéralisation de leurs marchés publics respectifs comme un objectif du présent accord. Elles s'efforcent d'ouvrir l'attribution des marchés publics sur la base de la non-discrimination et de la réciprocité.

2. Les Parties contractantes élaborent progressivement leurs règles, conditions et pratiques respectives en matière de marchés publics et accordent aux fournisseurs de l'autre Partie contractante un accès aussi favorable aux procédures d'adjudication de leurs marchés publics respectifs que celui accordé aux entreprises de tout pays tiers.

3. Le Comité mixte examine les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs du présent article et peut formuler des recommandations concernant les modalités d'application des dispositions du paragraphe 2 du présent article de manière à garantir le libre accès, la transparence et le parfait équilibre des droits et obligations. Au cours de l'examen mentionné au présent paragraphe du présent article, le Comité mixte peut envisager la possibilité d'élargir le champ d'application et/ou le degré d'ouverture des marchés prévus au paragraphe 2 du présent article, notamment à la lumière des réglementations internationales en la matière.

4. Les Parties contractantes s'efforcent d'accéder aux accords pertinents négociés dans le cadre du GATT de 1994 et de l'Accord sur l'OMC.

Article 32

Services et investissement

1. Les Parties contractantes reconnaissent l'importance croissante de certains domaines, tels que les services et les investissements. Dans leur volonté de développer et d'élargir progressivement leur coopération, particulièrement dans le contexte de l'intégration européenne, les Parties contractantes collaborent en vue d'une libéralisation progressive et de l'ouverture mutuelle de leurs marchés aux investissements et au commerce des services, en tenant compte des dispositions pertinentes de l'Accord général sur le commerce des services.

2. Les Parties contractantes examinent les termes de cette coopération au sein du Comité mixte en vue de développer et de renforcer leurs relations, qui sont régies par le présent article.

CHAPITRE IV

DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES ET FINALES

Article 33

Comité mixte

1. Il est institué un Comité mixte au sein duquel chaque Partie contractante est représentée. Ce Comité mixte est composé de cinq membres de chaque Partie contractante.
2. Le Comité mixte est responsable de l'administration du présent accord et en assure la bonne mise en œuvre.
3. Aux fins de la bonne mise en œuvre du présent accord, les Parties contractantes procèdent à des échanges d'informations et, à la demande de l'une ou de l'autre d'entre elles, tiennent des consultations au sein du Comité mixte. Celui-ci étudie en permanence la possibilité de poursuivre l'élimination des obstacles aux échanges entre les Parties contractantes.
4. Le Comité mixte peut prendre des décisions dans les cas prévus par le présent accord. Pour ce qui est des autres questions, il peut formuler des recommandations.
5. Les décisions prises par le Comité mixte sont assujetties à l'approbation des Parties contractantes, conformément à leur législation interne.

Article 34

Procédures du Comité mixte

1. Aux fins de la bonne mise en œuvre du présent accord, le Comité mixte se réunit chaque fois qu'il est nécessaire, mais au moins une fois l'an. Chacune des Parties contractantes peut demander sa convocation.
2. Le Comité mixte prend ses décisions d'un commun accord.
3. Si un représentant de l'une des Parties contractantes au sein du Comité mixte a accepté une décision sous réserve de l'accomplissement des procédures internes prévues par sa législation, la décision entre en vigueur, si elle ne fait pas elle-même mention d'une date ultérieure, le jour de la réception d'une notification écrite de l'accomplissement de ces procédures.
4. Le Comité mixte établit son règlement intérieur, qui contient entre autres choses des dispositions relatives à la convocation de ses réunions, ainsi qu'à la désignation et à la durée du mandat de son président.
5. Le Comité mixte peut décider de constituer tout sous-comité ou groupe de travail propre à l'assister dans l'accomplissement de ses tâches.

Article 35

Exceptions concernant la sécurité

Aucune disposition du présent accord n'empêche une Partie contractante de prendre les mesures appropriées qu'elle estime nécessaires:

- a) en vue d'empêcher la divulgation de renseignements contraires aux intérêts essentiels de sa sécurité;
- b) en vue de protéger les intérêts essentiels de sa sécurité, de s'acquitter d'obligations sur le plan international ou de mettre en œuvre des politiques nationales:
 - se rapportant au trafic d'armes, de munitions et de matériel de guerre, à condition que ces mesures n'altèrent pas les conditions de concurrence en ce qui concerne les produits non destinés à des fins spécifiquement militaires, et à tout commerce d'autres articles, matériel et services destinés directement ou indirectement à assurer l'approvisionnement des forces armées;
 - se rapportant à la non-prolifération des armes biologiques et chimiques, de l'armement nucléaire ou d'autres engins explosifs nucléaires; ou
 - appliquées en temps de guerre ou en cas de grave tension internationale constituant une menace de guerre.

Article 36

Exécution des obligations

1. Les Parties contractantes prennent toutes les mesures qui sont nécessaires pour la réalisation des objectifs et l'exécution des obligations énoncés dans le présent accord.
2. Si une Partie contractante estime que l'autre Partie contractante a manqué à une obligation découlant du présent accord, elle peut prendre les mesures appropriées suivant les conditions et la procédure établies à l'article 23 du présent accord.

Article 37

Clause évolutive

Lorsqu'une Partie contractante estime qu'il serait utile, dans l'intérêt des économies des Parties contractantes, de développer et d'approfondir les relations établies par le présent accord en les étendant à des domaines non couverts par celui-ci, elle soumet à l'autre Partie contractante une demande motivée. Les Parties contractantes peuvent confier au Comité mixte le soin d'examiner cette demande et, s'il y a lieu, de leur adresser des recommandations, notamment en vue d'engager des négociations.

Article 38

Annexes et protocoles

Les annexes et les protocoles du présent accord en font partie intégrante. Le Comité mixte peut décider de les modifier conformément aux procédures internes prévues par la législation des Parties contractantes.

Article 39

Modifications

Les modifications apportées au présent accord entrent en vigueur conformément à la procédure définie à l'article 40 dudit accord.

Article 40

Entrée en vigueur

Le présent accord est soumis à ratification. Il entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de réception de la seconde note écrite par laquelle les Parties contractantes se notifient, par voie diplomatique, la ratification du présent accord.

Article 41

Validité et dénonciation

1. Le présent accord est conclu pour une durée illimitée.
2. Chaque Partie contractante peut dénoncer le présent accord au moyen d'une notification écrite adressée à l'autre Partie contractante. La dénonciation prend effet le premier jour du septième mois suivant la date à laquelle l'autre Partie contractante a reçu la notification.
3. Les Parties contractantes conviennent qu'en cas d'adhésion de l'une d'entre elles à l'UE, le présent accord prend fin la veille de la date d'adhésion de la Partie contractante concernée à l'UE, sans entraîner de compensations pour l'autre Partie contractante.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord.

FAIT à ..., le ..., en deux exemplaires, en langues serbe, albanaise et anglaise, chacun de ces textes faisant également foi. En cas de divergence concernant l'interprétation, le texte anglais prévaut.

Pour la Serbie-et-Monténégro

Pour la République d'Albanie

POINTS CONVENUS

Nonobstant l'article 5 du présent accord, les Parties contractantes peuvent continuer à appliquer à titre de droit temporaire le droit à l'importation en vigueur au taux de 0,5 pour cent en Serbie, 1,0 pour cent au Monténégro et 1 pour cent en République d'Albanie, sur tous les produits d'importation passibles de droits.
